

# NOU[S]VELLES

ÉDITION ROMANDE



© Tetra Images / Alamy Stock Photo

**DOSSIER**  
L'ÈRE DES CRISES (3-7)

**PRÉVENTION**  
LES NOUVELLES FICELLES DU BUDGET (8)

**(ÉDITO) CRISE APRÈS CRISE, CE SONT LES PLUS FRAGILES QUI TRINQUENT**



© Laetitia Gessler

Les témoignages recueillis dans ce numéro des *Nouvelles* commun aux quatre CSP sont éloquentes. Ils racontent le combat au quotidien de ces foyers qui ne s'en sortent pas et dont la tête est maintenue sous l'eau par les crises successives.

Que peut-on conclure à l'observation de ces situations, alors même que – paradoxalement – le chômage et les demandes d'aide sociale baissent? D'une part, les dispositifs sociaux, malgré les leçons apprises, restent poreux et se montrent inopérants pour contre-carrer certaines vulnérabilités tenaces, en particulier lorsqu'elles s'accumulent: perte d'un emploi, divorce, maladie, statut précaire, etc. D'autre part, notre modèle économique et sociétal aggrave

les inégalités. Il y a celles et ceux qui s'en sortent, toujours mieux, et celles et ceux qui s'enfoncent, toujours plus.

C'est un constat alarmant et difficile à appréhender. Nos institutions sont au cœur de ce dilemme. Nos centrales téléphoniques peinent à répondre à toutes les sollicitations, nos consultations sont de plus en plus surchargées, les délais pour décrocher un rendez-vous s'allongent, les demandes d'aide financière nécessitant le recours à des fonds privés augmentent.

Les crises successives questionnent cette réalité préoccupante, qui doit trouver une réponse politique et institutionnelle. Entre temps, c'est la solidarité privée

de vous toutes et tous ainsi que de nombreuses fondations qui a été au rendez-vous ces dernières années – généreuse et soutenable. Elle a permis de redonner un peu d'espoir aux nombreuses personnes qui viennent nous demander de l'aide. Le slogan de notre campagne, « *La précarité a un visage, la solidarité aussi* », prend ainsi tout son sens.

Un immense merci pour votre soutien fidèle et solidaire. Grâce à vous, nous sommes aux côtés de celles et ceux qui en ont besoin.

**Bastienne Joerchel,**  
présidente de CSP.ch

Avec la pandémie, la guerre en Ukraine, l'inflation, ce sont toujours les mêmes populations vulnérables qui trinquent: les familles nombreuses et monoparentales, les étudiant-e-s, les personnes au statut de séjour fragile ou inexistant.

**(ACTUALITÉ) LES ACTUALITÉS DES QUATRE CSP**

**OUVERTURE D'UN NOUVEAU MAGASIN REGENOVE À BIENNE**

Le CSP Berne-Jura a ouvert au début de cette année un nouveau magasin de seconde main dans un espace de 300m<sup>2</sup> à Bienne. Le concept des magasins Regenove est de promouvoir de nouveaux modes de consommation à partir du recyclage. Outre des meubles, vous y trouverez de nombreux ustensiles, éléments de décoration, jouets, livres et vêtements. Lieux de formation et de réinsertion professionnelle, nos magasins collaborent aussi avec notre secteur menuiserie, qui a créé les étagères de ce nouveau lieu de vente.

- > **Chemin du Long-Champ 135, 2504 Bienne**
- > **Ma – ve 9h-18h30, sa 9h-17h**

**SCÈNE OUVERTE À LA PARFUMERIE**



© Jeremy Verlooven

Une journée haute en couleurs attend les amateurs de fripes le samedi 6 mai à Genève. Ce jour-là, la Renfile investit un lieu genevois mythique, la Parfumerie, avec une vente à petits prix et de nombreuses animations: DJ, concerts, défilé upcycling, jeux pour les enfants et ateliers de revalorisation.

- > **Le samedi 6 mai, de 11h à 21h**
- > **renfile.ch**

**FORMATION DU CSP NEUCHÂTEL**

Une formation en droit des étrangers, ouverte à toute personne intéressée par cette thématique (professionnel-le-s, bénévoles, etc.), propose des informations pratiques, notamment sur les conditions d'oc-

troi des différents permis de séjour (L, B, C, etc.), sur les droits qui en découlent (regroupement familial, changement de canton, prestations sociales, etc.) et sur les risques de révocation ou d'extinction. Les différences entre les permis octroyés aux ressortissant-e-s des pays membres de l'Union européenne et aux personnes issues de pays tiers sont également abordées.

- > **Mardi 9 mai 2023**
- > **Informations détaillées et modalités d'inscription sur: [www.csp.ch/neuchatel/formations](http://www.csp.ch/neuchatel/formations)**



© Rebecca Boving

de l'accompagnement sociojuridique des femmes ayant un statut précaire ou sans statut et victimes de violence domestique. Trop souvent confrontées à une double peine, où les traumatismes des maltraitances s'ajoutent à la peur de l'expulsion, les usagères pourront continuer à bénéficier d'un espace où leurs droits seront défendus. Cette mission, accomplie depuis de longues années par le Service social pour les immigré-e-s – La Fraternité, pourra ainsi se développer.



**LE PRINTEMPS AU GALETAS**

Ne manquez pas, le samedi 6 mai, la vente de printemps organisée dans tous les magasins d'occasion du CSP Vaud.

- > **[www.galetas.ch](http://www.galetas.ch)**



© CSP Berne-Jura

## (DOSSIER) « ON NE PEUT PLUS DIRE QU'ON N'A PAS LES MOYENS »

À peine sortis du Covid, nous sommes entrés dans une nouvelle crise placée sous le signe de la guerre et de l'inflation. Ces crises ont-elles des effets cumulés en termes de précarité? La chercheuse Emilie Rosenstein propose des éléments de réponse.

### **Vous avez récemment publié une étude sur « Les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie ». Quels sont vos constats?**

Ils sont fondamentalement ambivalents. D'un côté, les politiques sociales ont fait preuve d'une réactivité insoupçonnée. Des budgets ont été débloqués et des solutions apportées en un temps record. Mais de l'autre, on a découvert que des pans entiers de la population n'étaient pas ou pas suffisamment couverts. Dans ce sens, cette crise a révélé des lacunes préexistantes, tant dans l'accès aux prestations que dans leur efficacité. On l'a vu avec les indépendants et les personnes sans papiers, très visibilisés pendant la pandémie, ou encore avec les bénéficiaires d'aides alimentaires, parmi lesquels figuraient aussi des chômeurs ou des bénéficiaires de l'aide sociale. C'est dire que les prestations elles-mêmes peuvent être insuffisantes, puisqu'elles ne parviennent pas à éviter certaines formes de précarité.

### **Ces constats sont-ils toujours valables aujourd'hui?**

Sommes-nous revenus à la normale? C'est la grande question! Le taux de chômage est en baisse en Suisse, de même que les demandes d'aide sociale. Mais d'un autre côté, on assiste à une augmentation continue et généralisée de l'activité des banques alimentaires en Suisse romande.

La question des temporalités est essentielle ici. Par définition, tout ce qui a été réalisé pendant la pandémie relevait du court terme. Les besoins sont-ils les mêmes hors situation d'urgence? Un travail de documentation doit être fait pour orienter les politiques sociales de demain.

### **Vous évoquez dans ce livre des « dynamiques de précarisation ». Qu'entendez-vous par là?**

Un constat marquant est ressorti de l'enquête menée par l'Université de Genève au printemps 2020 auprès des bénéficiaires des Colis du cœur\*. En quelques semaines, on a vu des personnes être aspirées dans une spirale descendante: de la perte d'emploi à la perte de revenus, puis l'épuisement des économies et le recours à l'emprunt, avec un risque d'endettement à long terme. C'est une véritable bombe à retardement.

Tout cela vient s'ajouter à une tendance observée depuis une dizaine d'années à l'accroissement des inégalités en Suisse. Et la pandémie a rappelé que l'accès à la protection sociale est lui aussi inégal et passe principalement par l'emploi. L'exemple des RHT est parlant: un tiers de la population active en Suisse en a bénéficié au pic de la crise! Dans le même temps, on a vu les queues devant la patinoire des Vernets s'allonger lors des distributions alimentaires.

### **Est-ce que ces crises ont des effets cumulés? Assiste-t-on à un risque de chronicisation de la précarité?**

Une crise en entraîne-t-elle une autre? C'est une bonne question, mais nous manquons de recul pour le dire. Un élément essentiel est celui des publics: est-ce que ce sont les mêmes qui subissent l'impact des crises successives? Le fait que le nombre de prestations sociales soit en baisse est peut-être le signe d'une accélération de la porte tournante entre des séquences d'emploi et d'aide sociale, par exemple. Face à la crise, plusieurs personnes ont dû ou choisi de se réorienter professionnellement. Les trajectoires sont donc potentiellement plus volatiles. Ces effets seront documentés de manière longitudinale dans le programme national de recherche « Covid et société » qui vient de démarrer.



© Hugues Siegenthaler

« Le défi aujourd'hui est de ne pas laisser la précarité s'invisibiliser à nouveau »

Ce qui est certain pour l'heure, c'est que la cohésion sociale est fragilisée par les crises. Même si, après deux ans de pandémie, c'était magnifique d'observer le sursaut de solidarité en faveur de l'Ukraine, le personnel comme les bénévoles au front de chacune de ces crises sociales sont éprouvés. Celles-ci consomment nos ressources et risquent à terme d'altérer la confiance dans les institutions.

### **Face à l'inflation, plusieurs cantons ont annoncé en 2023 une augmentation des aides sociales. Pouvons-nous y lire une leçon tirée de la pandémie?**

Tout à fait. Même s'il n'y a pas de filiation directe, la crise du Covid

a montré qu'il était possible d'innover, d'évoluer vers des modèles plus inclusifs et de collaborer, loin de la logique des silos. L'expérience a créé une attente de la part de la société civile: le discours selon lequel « on n'a pas les moyens », par exemple en matière de sans-abrisme, est devenu inaudible. Cela fait partie des leçons de la pandémie que nous devons préserver.

### **Propos recueillis par Carine Flückiger**

\* Jean-Michel Bonvin et al., « La population en grande précarité en période de COVID-19 à Genève: conditions de vie et stratégies de résilience », septembre 2020: <http://bit.ly/3YuKwfp>

## (+) L'INVITÉE

Professeure à la Haute École de travail social et de la santé Lausanne (HETSLIHES-SO), Emilie Rosenstein dirige l'Observatoire des précarités, fondé dans le sillage de la pandémie. En 2022, elle a publié avec Serge Mimouni, directeur du Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève, l'ouvrage collectif *COVID-19, Les politiques sociales à l'épreuve de la pandémie*. Véritable puzzle interdisciplinaire sur les impacts multiples de la pandémie sur le plan socio-sanitaire, ce livre comprend un entretien avec Alain Bolle, directeur du CSP Genève, sur l'action collective lancée à Genève dans ce contexte exceptionnel.

- > [www.hetsl.ch/observatoire-precarites](http://www.hetsl.ch/observatoire-precarites)
- > [www.seismoverlag.ch/fr/daten/covid-19-f](http://www.seismoverlag.ch/fr/daten/covid-19-f)

## (DOSSIER) « DANS LES SUPERMARCHÉS, C'EST DEVENU TRÈS DIFFICILE »

Jean\* est divorcé et a la garde de sa fille adolescente. Au moment de commencer un nouveau travail, il entame un processus de désendettement. Les fins de mois sont difficiles, plus encore dans le contexte de l'inflation.

Il est 8h tapantes lorsque Jean sonne à l'entrée du CSP Berne-Jura. Il avait demandé un rendez-vous le vendredi précédent pour vérifier des documents.

C'est devenu une habitude chez Jean de passer rapidement pour faire le point, depuis que son dossier a été ouvert auprès du CSP en vue d'une procédure de désendettement. En effet, Jean étant titulaire d'un permis B, le Service des migrations (SEMI) du Canton de Berne lui rappelle lors de chaque renouvellement de son permis de séjour qu'il ne doit plus faire de dettes et entreprendre un plan de désendettement.

### À LA DÉCOUVERTE D'UN NOUVEAU TRAVAIL

Motivé à sortir de l'aide sociale et à devenir financièrement indépendant, Jean a suivi une formation de chauffeur, grâce à des fonds trouvés par le Service social régional de la Prévôté, avant de trouver un emploi comme conducteur de bus à Bienne à l'automne 2022. Il est ravi de cette nouvelle situation professionnelle, même si être chauffeur implique de jongler avec des horaires irréguliers et la garde de sa fille adolescente.

« En faisant appel au CSP, je souhaitais principalement trouver de l'aide pour me désendetter. Je sortais de l'aide sociale, j'avais accumulé depuis quelques années des actes de défaut de biens et je ne m'en sortais plus avec les factures ouvertes et les rappels. Mais en poussant la porte de l'institution, j'ai trouvé bien plus d'aide que je ne pensais, dans de nombreux domaines », explique Jean en rangeant les documents amenés ce jour.

### FAIRE VALOIR SES DROITS

Même s'il est au début de son suivi au CSP, Jean n'hésite pas à nous contacter lorsqu'il a une question ou qu'il a reçu un document qu'il ne comprend pas. Il apprécie les conseils donnés, l'aide administrative et l'écoute apportée à sa situation. Il est également reconnaissant de ce que le CSP se charge de contester les frais et intérêts ajoutés à ses factures par les agences de recouvrement. « Ce n'est pas normal et disproportionné, je n'ai jamais accepté ces frais, moi ! », s'exclame-t-il.

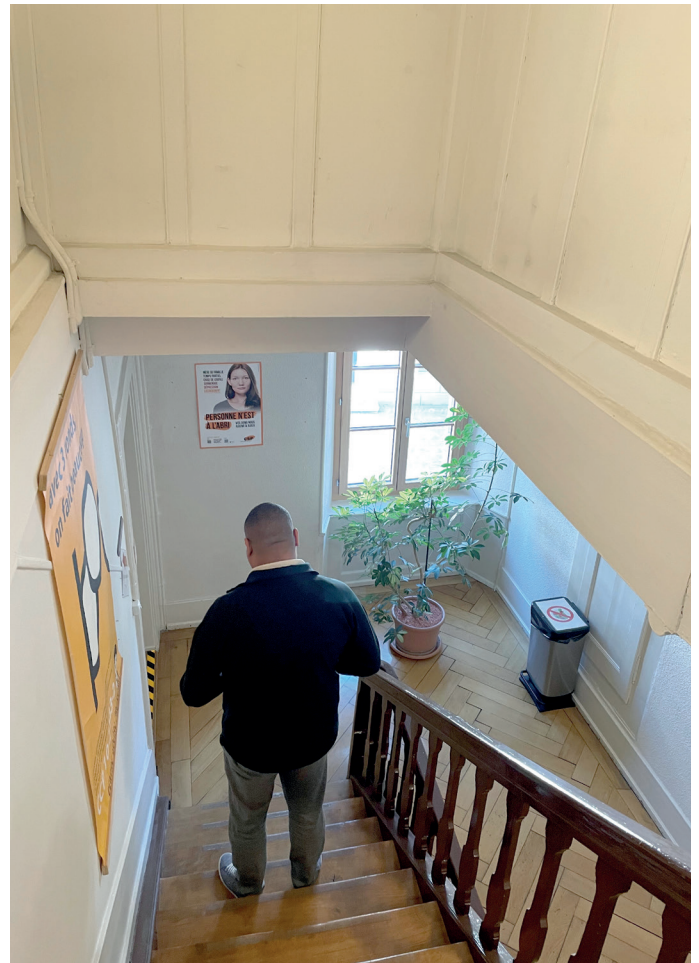
Depuis sa prise en charge par notre service en novembre 2022, Jean a notamment été soutenu pour une demande de subside pour l'assurance maladie. Sa fille touchant une rente AI par l'intermédiaire de sa maman, il a également fallu contester une décision de refus de prestations complémentaires (PC), dont le calcul n'était pas cohérent.

### L'IMPACT DES CRISES

Si Jean n'a pas subi l'impact de la pandémie sur le plan financier, étant à l'époque à l'aide sociale, il ressent bel et bien aujourd'hui les effets de l'inflation : « Dans les supermarchés, c'est devenu très difficile, les augmentations touchent tous les produits, de A à Z. En plus, avec une fille adolescente à la maison, qui grandit et a envie de faire les mêmes activités que ses amies, c'est parfois compliqué... ». Mais si les fins de mois sont parfois difficiles, il demeure pragmatique et vit ces crises successives au jour le jour.

Honorine Allimann

\* Prénom d'emprunt



© CSP Berne-Jura

### (+) UNE AIDE POLYVALENTE

**Honorine Allimann, responsable du secteur social et dettes du CSP Berne-Jura, détaille les circonstances de la prise en charge de Jean.**

« Les personnes au bénéfice de l'aide sociale vivent avec le minimum vital. Il leur est impossible de consacrer une somme dévolue au désendettement. Il n'était donc pas possible pour Jean d'entamer une telle démarche avant d'avoir retrouvé du travail et d'être sorti de l'aide sociale.

Il est important que les personnes qui sortent de l'aide sociale avec des dettes ne restent pas seules, qu'elles viennent chercher un soutien auprès d'une institution comme le CSP pour reprendre en mains leurs finances et éviter de nouvelles poursuites.

En plus de notre accompagnement de désendettement, nous avons aidé Jean pour faire valoir ses droits à des prestations. Avec l'appui d'un collègue juriste, dans le stress de fin d'année, nous avons ainsi contesté la non-entrée en matière des prestations complémentaires. Nous avons bien fait, la décision de refus a été modifiée et sa fille peut désormais toucher les PC également !

Ce que j'admire tout particulièrement chez Jean, c'est qu'il n'hésite pas à faire valoir ses droits, à déposer des demandes et contester des décisions, ouvrir des portes et téléphoner. Il a une sacrée détermination et garde toujours le sourire. »

H. A.

## (DOSSIER) RECOURIR À DES DETTES PRIVÉES PLUTÔT QU'À DES AIDES PUBLIQUES

**Mère seule travaillant dans l'économie domestique, Aida cumule les facteurs de précarité. Pour s'en sortir, elle a contracté des dettes privées qu'elle continue de rembourser aujourd'hui.**

Aida nous accueille chez elle par un jour glacial d'hiver. L'appartement est peu chauffé. « *Ma fille et moi dormons sur des matelas posés à même le sol. Il fait froid par terre et nous nous réchauffons comme nous pouvons.* »

Loué comme un quatre-pièces genevois, le logement ne manque pas de cachet. Mais où est la seconde chambre à coucher ? « *La régie compte le hall d'entrée comme une pièce à part entière* », explique Aida. De fait, cette mère de trois jeunes adultes, dont l'aînée est enceinte d'un deuxième enfant, se serre avec ses deux filles et sa petite-fille dans l'unique chambre à coucher de l'appartement, tandis que le salon sert de chambre à son fils. « *En 2010, mon ex-mari est parti au Sénégal en emmenant les enfants, à mon insu. Aujourd'hui, ils sont heureux d'être à Genève avec moi, mais ils sont un peu découragés par le manque d'espace et d'intimité.* »

### PLUSIEURS FACTEURS DE PRÉCARISATION

Aida est suivie par le Service juridique du CSP Genève depuis 2019 pour des questions relatives à sa situation familiale. La juriste qui l'accompagne l'a orientée vers notre Service social pour ses problèmes de budget. Entretemps, une deuxième séparation et le Covid ont encore contribué à péjorer sa situation.

« *Par sa complexité, la situation de cette dame est représentative du genre de dossiers que nous suivons* », relève Valérie Trelles, assistante sociale au CSP. « *Nous recevons beaucoup de demandes de ménages monoparentaux qui habitent dans des logements exigus et qui n'ont pas accès à des aides publiques ou n'osent pas solliciter de peur de perdre leur permis B. La particularité de ce ménage est d'être composé de statuts de séjour différents au sein de la même cellule familiale* », poursuit-elle.

Car si Aida est titulaire d'un permis C par son second mariage, ses enfants cadets sont au bénéfice d'un permis B, tandis que sa fille

aînée ne dispose que d'un permis B d'étudiante, limité au temps de ses études et ne lui donnant droit à aucune aide publique.

« *Je suis une battante* », souligne Aida, une observation que confirme Valérie Trelles : « *Elle fait preuve d'une capacité incroyable à jongler avec de nombreux facteurs de précarisation* ». De fait, Aida ne peut compter que sur ses seuls revenus : malgré qu'elle ne touche aucune pension pour elle ni pour ses enfants, elle ne pouvait prétendre à aucune aide publique, hormis les subsides d'assurance maladie pour ses enfants, tant que sa deuxième séparation n'était pas officiellement prononcée.

### LA TRAVERSÉE DE LA PANDÉMIE

Active à 100 % dans l'économie domestique, Aida a subi d'importantes pertes de revenus pendant le Covid. « *Seul mon employeur principal a continué de me payer pendant les périodes où il n'a pas fait appel à mes services. J'ai fait remarquer*

*à mes autres employeurs qu'ils ne respectaient pas leurs obligations en interrompant le versement de mon salaire. Ils ont accepté finalement de me payer l'équivalent d'un mois de travail.* »

Paradoxalement, Aida n'a pas fait appel à l'aide du CSP pendant la pandémie. Elle ignorait tout des différentes aides publiques et privées mises en place pendant cette période en faveur des travailleurs précaires. Pour pouvoir continuer à payer son loyer, elle s'endette alors auprès d'une amie et de son employeur, qui consentent à lui prêter de l'argent. Aujourd'hui, elle continue de les rembourser et leur doit encore plus de 4000 francs.

### VERS UNE ÉCLAIRCIE ?

Pour l'aider, deux de ses enfants, apprenti en dernière année et élève à l'école de commerce travaillant les week-ends, participent au budget familial. Sa fille cadette lui prête encore un coup de main pour préparer les repas et faire les courses. « *Il n'est pas évident de faire admettre aux parents que les enfants doivent participer financièrement* », relève encore Valérie Trelles.

Le suivi assuré par les deux services du CSP vise à mettre cette famille à l'abri, tant sur le plan juridique que social. Ainsi, des démarches sont en cours pour lui permettre d'accéder à des prestations telles qu'une allocation logement et les prestations complémentaires familiales, tandis que des aides ponctuelles lui évitent de devoir contracter de nouvelles dettes. L'espoir d'Aida ? Trouver un logement adapté à ses besoins avant la naissance de son deuxième petit-enfant.

Carine Fluckiger



## (DOSSIER) « UN EXEMPLE DE RÉSILIENCE »

**Divorce, chômage, maladie... Nombreux sont les facteurs possibles d'endettement. Si on les cumule, s'en sortir est compliqué. Pourtant, avec le soutien du CSP, Daniel\* est parvenu à voir la lumière au bout du tunnel.**

Après un divorce difficile, Daniel, employé en horlogerie et père de trois enfants, s'adresse au CSP Neuchâtel en mars 2019. Il est reçu en accueil collectif, porte d'entrée pour bénéficier d'un suivi par notre service. « J'ai pu constater que je n'étais pas le seul à rencontrer des difficultés financières et qu'il y a des situations bien plus compliquées que la mienne », se souvient-il.

### DANS LE ROUGE MALGRÉ UN TRAVAIL À 100 %

Payer les factures courantes relevait déjà d'un exercice d'équilibriste avant son divorce. Actif à 100 %, Daniel peine néanmoins à couvrir ses frais et contracte plusieurs arrangements de paiement, notamment pour des factures d'électricité et d'assurance maladie. Si cette pratique ne constitue pas une solution pérenne, elle lui permet cependant de faire face pendant un temps. « Lorsqu'une personne a des moyens financiers très serrés, même de petits arrangements de 50 francs finissent par impacter le budget, même si ceux-ci peuvent permettre momentanément de souffler. La personne en vient à manquer de disponible par mois et ne

parvient même plus parfois à se nourrir », relève Joanie Wicky, assistante sociale au CSP Neuchâtel.

Suite à son divorce et au changement d'imposition subséquent, la situation financière de Daniel se péjore encore. L'adaptation des tranches d'impôts n'est pas immédiate et il se retrouve avec une somme considérable à payer. Ne pouvant pas la régler, il contracte des dettes, sous forme d'actes de défaut de biens\*\*, auprès de l'Office de recouvrement de l'État (OREE). Ne sachant plus quelle facture prioriser, demander un soutien professionnel s'impose.

### L'AIDE DU CSP

« Une fois l'urgent couvert et l'ensemble des petites créances réglées, on a mis en place un processus de désendettement pour les gros montants, ici les impôts en retard et les frais d'avocat », évoque Joanie Wicky. Avec son soutien, Daniel convient d'un plan d'assainissement avec l'OREE aux conditions suivantes : versement sur trois ans d'une mensualité et de la totalité de son treizième salaire pour couvrir les frais courants

d'impôt et rembourser les arriérés. Précurseur au moment des faits, cette forme d'accord est devenue fréquente avec la nouvelle loi cantonale sur la lutte et la prévention contre le surendettement. Pour la spécialiste, « cette convention est une bonne chose, elle permet d'envisager plus sereinement un désendettement ».

Des pères divorcés, payant des pensions alimentaires et ne pouvant prétendre à aucune aide publique, sont nombreux à être suivis par le CSP. Souvent, malgré une situation professionnelle stable, leur revenu ne suffit pas et la moindre facture imprévue les met dans le rouge. « Il m'est arrivé de n'avoir que 200 francs pour l'essence et la nourriture une fois mes factures payées », indique ainsi Daniel. Avec de tels disponibles par mois, envisager un désendettement relève d'un véritable défi. « Il faut de la volonté et de l'assiduité pour s'en sortir. Monsieur est un exemple de résilience », souligne son assistante sociale.

### PROBLÈMES EN CASCADE

En raison de problèmes de santé, Daniel se retrouve en arrêt-mala-

die courant janvier 2020. Peinant à payer ses factures de médecin, il sollicite le fonds d'aide de la Chaîne du bonheur par l'intermédiaire du CSP.

Sa santé se rétablit, mais les soucis persistent. La crise du Covid frappe le secteur horloger et il est licencié. Après une courte période lors de laquelle il alterne entre emploi et chômage, il retrouve un poste stable. Mais avec la crise inflationniste, son budget déjà précaire est à nouveau mis à mal. Son lieu de travail étant éloigné de son domicile, il parcourt 140 kilomètres par jour en voiture. Il s'inquiète alors de la hausse du prix de l'essence. Déterminé à aller au terme de son processus de désendettement, Daniel fait attention à ses moindres dépenses. « Quand je pense à tous les sacrifices réalisés, ce n'est pas pour baisser les bras en cours de route. »

### LA RÉUSSITE AU BOUT DU CHEMIN

Au total, Daniel avait accumulé quelque 30 000 francs de dettes. Aujourd'hui, après quatre ans, ses efforts ont payé : il lui reste moins de 3 000 francs à régler. « Sortir de l'endettement est exigeant et force à être très strict avec soi-même. Mais cela en vaut largement la peine. Au bout du chemin, on voit la réussite et on retrouve une situation saine », conclut-il.

Natascha Dubois

\* Prénom d'emprunt

\*\* Document remis par l'Office des poursuites à un créancier lorsqu'il n'a pas pu être totalement ou partiellement payé par le débiteur à l'issue de la procédure de poursuite. Il vaut comme reconnaissance de dettes et stoppe le cours des intérêts de la créance constatée dans le document.





© iStock

Photo fictive

## (DOSSIER) « C'EST LOURD DE VIVRE CONSTAMMENT DANS UN ÉTAT D'ALERTE »

Licenciée de son job d'étudiante pendant le Covid, Regina\* s'est longtemps battue seule pour trouver des solutions de subsistance. À 28 ans, alors qu'elle fait une nouvelle formation, elle a décidé de se tourner vers le CSP Vaud.

« J'étais toujours destinée à faire des études d'art. J'ai donc entrepris un Master en arts visuels. Je recevais une bourse, mais ce n'était pas une grande somme : entre 3000 et 4000 francs par année. Mes parents ne pouvaient pas m'aider, avec quatre enfants et un seul salaire. Je travaillais donc à côté de mes études, le soir et les week-ends comme serveuse. Puis j'ai commencé à faire des remplacements dans l'enseignement. Le restaurateur qui m'employait a fait faillite en août 2020, à cause du Covid. Du coup, j'ai augmenté le nombre de mes remplacements. J'étais très, très organisée. Je poursuivais mon activité artistique tout en travaillant et en étudiant. »

### ASSURER L'AVENIR

« Les désillusions ont commencé à la fin de mes études. On se retrouve seule. On reçoit des réponses négatives à des concours, plusieurs galeries ont dû fermer... C'est vraiment dur ! Je me suis rendu compte que c'est quasi impossible de vivre de mon art. Je me suis retrouvée au chômage. Et j'ai continué à faire le plus de rempla-

cements possible. Mais comme tes revenus sont déduits des indemnités chômage, tu travailles moins pour l'argent que pour gagner en expérience.

Les remplacements m'ont fait prendre conscience que ce métier a du sens en soi, les élèves m'apprécient. Je me suis donc inscrite à la Haute Ecole pédagogique, mais je n'ai pas été prise la première fois. Coup dur. Il allait falloir tenir encore une année ainsi. Financièrement, j'ai appris à vivre avec peu et à apprécier les toutes petites choses de la vie. Je me suis toujours débrouillée pour acheter mon matériel d'artiste. »

### QUID DU PRÉSENT ?

« En 2021, j'ai reçu une réponse positive : j'étais prise pour la rentrée 2022 ! J'ai choisi la HEP BE-JUNE\*\*, où je peux y obtenir mon titre en deux ans au lieu de trois à Lausanne. Je n'avais plus droit au chômage. Je n'allais plus pouvoir travailler à côté. Je devais donc m'organiser pour le financement de cette formation. Et là, je me suis dit que j'en avais marre d'être seule, j'avais besoin de soutien.

Au Service social public, on m'a dit qu'on ne pouvait rien pour moi. Mais on m'a adressée au CSP Vaud\*\*\*, en me disant qu'ils s'occupaient des jeunes en formation comme moi. Entretemps, j'avais reçu une réponse négative de l'Office des bourses, parce qu'ils ne financent pas de deuxième master.

Je me suis sentie comprise au CSP. On ne sait pas si ni dans quelle mesure on a droit à des aides. Dans le public, ce qui est injuste, c'est qu'on n'analyse pas ta situation propre : les réponses apportées sont toutes faites.

Avec l'aide du CSP Vaud, j'ai déposé une réclamation contre la décision de l'Office des bourses, en arguant qu'un premier master est exigé pour faire le Master d'enseignement. Nous sommes en attente de la réponse. De plus, en repassant ensemble mon budget, on s'est rendu compte que je payais beaucoup trop d'assurance maladie. On m'a encouragée à demander les subsides. Maintenant, je ne paie plus que 70 francs au lieu de 500 ! En parallèle, des demandes ont été adressées à des fondations privées pour obtenir des fonds ou

des prêts préférentiels pour mes études. Tout cela est en attente. »

### CRISE APRÈS CRISE

« Les crises de ces dernières années sont difficiles à vivre, surtout au niveau psychologique. On se trouve dans un état de confusion et de doutes, on a l'impression qu'on n'en sortira pas. Socialement, il y a un isolement qui se crée. C'est lourd de vivre ainsi constamment en état d'alerte. L'inflation, quant à elle, ne change pas vraiment ma vie. Les aliments sont certes un peu plus chers. Les charges de l'appartement vont augmenter. Mais j'ai toujours vécu modestement. »

Propos recueillis par  
Evelyne Vaucher Guignard

\* Prénom d'emprunt

\*\* Haute École pédagogique des cantons de Berne, Jura et Neuchâtel

\*\*\* Jet Service, le service social Jeunes du CSP Vaud, accueille les 16-25 ans ainsi que toute personne en formation, notamment pour des problèmes financiers, de bourses d'études et des questions de droits.

## (PRÉVENTION) LES FICELLES DU BUDGET CHANGENT DE STYLE

Voilà 10 ans que les quatre CSP sillonnent les écoles du post-obligatoire de Suisse romande pour sensibiliser les jeunes aux risques d'endettement quand on entre dans la vie d'adulte.

En 2013 paraissait le premier kit pédagogique, les « Ficelles du budget », réalisé par un groupe de travail issu des services sociaux des quatre CSP.

Ce projet est né du constat que de plus en plus de jeunes entrent dans la spirale de l'endettement.

Imagées et ludiques, les animations créées par ce groupe de travail interrogent sans jugement notre rapport à l'argent et à la consommation. Elles permettent aussi d'impliquer concrètement les jeunes dans ce qui les attend : gérer un budget, remplir sa déclaration d'impôts, faire des choix éclairés...

Dix ans plus tard, une mise à jour, tant du point de vue des contenus que de la ligne graphique, s'imposait ! Visite commentée avec quelques exemples.

### ATELIER BUDGET



# LES Ficelles DU BUDGET

Entièrement repensé dans cette nouvelle édition, l'« Atelier budget » est conçu comme un jeu de rôles, dans lequel les élèves peuvent se glisser dans l'avatar de leur choix pour en imaginer les conditions de vie, les revenus et les dépenses. But du jeu ? Vérifier si rêve et réalité se rejoignent, et obtenir au final un budget équilibré !

### AXEL, RAF ET SAM

C'est l'histoire de trois jeunes qui prennent leur indépendance à la suite de leur apprentissage ou de leurs études. Premier job, premier revenu : super ! Mais ont-ils pensé à tout ? Faire les bons choix, anticiper et avoir conscience de toutes les charges permettent d'éviter le piège de l'endettement.

### BROCHURES D'INFORMATION

Les CSP ont saisi l'occasion de cette refonte pour rééditer quatre aide-mémoire destinés aux personnes concernées et aux professionnel-le-s : *Gérer son budget* – *Comprendre les poursuites* – *Vivre avec ses dettes* – *Se désendetter*. Ces brochures sont disponibles gratuitement, dans une version adaptée pour chaque canton.

› Consulter en version digitale sur : [www.csp.ch](http://www.csp.ch)

Cette refonte a été réalisée avec le soutien de la :



### CSP BERNE-JURA

Rue Centrale 59  
CP 254  
2740 Moutier  
**Faire un don**  
CCP 25-6651-8, IBAN :  
CH44 0900 0000 2500 6651 8

### CSP GENÈVE

Rue du Village-Suisse 14  
CP 171  
1211 Genève 8  
**Faire un don**  
CCP 12-761-4, IBAN :  
CH41 0900 0000 1200 0761 4

### CSP NEUCHÂTEL

Rue des Parcs 11  
CP 233  
2002 Neuchâtel 2  
**Faire un don**  
CCP 20-4713-9, IBAN :  
CH37 0900 0000 2000 4713 9

### CSP VAUD

Rue Beau-Séjour 28  
1003 Lausanne  
**Faire un don**  
CCP 10-252-2, IBAN :  
CH09 0900 0000 1000 0252 2

### (IMPRESSUM)

#### Tirage

29971 exemplaires

#### Rédactrice en chef

Carine Fluckiger (CSP Genève)

#### Impression

PCL Presses centrales SA

#### Ont collaboré à ce numéro

Honorine Allimann (CSP Berne-Jura),  
Natascha Dubois (CSP Neuchâtel),  
Bastienne Joerchel (CSP Vaud),  
Evelyne Vaucher Guignard (CSP Vaud)

#### Conception et réalisation

buxumlunic.ch

## SAM TERMINE SON APPRENTISSAGE

Elle a 19 ans.

Elle vient de trouver un job où elle va gagner CHF 3'432.- net.

Elle en profite pour partir de chez ses parents et déménage dans une colocation qui va lui coûter CHF 800.-.

Elle reçoit quelques meubles de sa famille et achète elle-même le reste du mobilier avec une partie de ses économies.



Imprimé sur papier respectant l'environnement, certifié aux normes FSC (gestion durable des forêts)